Avec les Anarchistes
Dans le silence

TOUS AU MUR

LE DIMANCHE 4 JUIN
A 10 H. 30
Rassemblement place Voltaire

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 231
VENDREDI 2 JUIN 1950
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

Pas d'augmentation de salaires, mais...
1.000 milliards de revenus dissimulés au fisc

La révolution et le pain

LES libertaires ne se sont jamais dissimulé les problèmes extrêmement ardus qui se poseront aux hommes dès le lendemain des convulsions révolutionnaires. Il faudra assurer la réorganisation des transports, la production, la distribution, ou plus précisément, exploiter la structure matérielle existante au bénéfice de concepts sociaux nouveaux mais encore balbutiants et meurtris par leur soudaine et violente opposition avec les traditions et les habitudes les plus chères.

La fièvre des combats une fois apaisée, le patronat devenu inoffensif par l'anéantissement de l'Etat, les richesses collectives rendues à la collectivité, un travail opiniâtre d'adaptation psychologique requerra les révolutionnaires. A la prééminence de l'individu il faudra substituer la prééminence du groupe, au « chacun pour soi » le « tous pour chacun ».

*

Pour éviter deux menaces d'oppressions différentes : une sorte de communisme monastique ou un retour plus ou moins ouvert à l'autoritarisme, il faut qu'apparaisse en pleine lumière l'intérêt matériel immédiat que retire l'homme de sa soumission volontaire aux nouvelles obligations sociales de son groupe et que celui-ci fasse de même vis-à-vis de la collectivité dans son ensemble

Il sera donc urgent d'amplifier la production, d'assurer une distribution rapide afin que cet intérêt soit justifié et l'individu débarrassé de l'idée préconçue, du phantasme créé par ses nouvelles responsabilités.

L'homme pourra alors atteindre le haut niveau de civisme lui permettant de comprendre que son intérêt est maintenant indissolublement lié à celui de la collectivité. Il rejettera le faux individualisme qui consiste à vivre aux dépens des autres et à afficher la supériorité bien souvent factice qu'autorise la hiérarchie. Et il lui deviendra évident que son épanouissement spirituel, moral, civique est strictement conditionné par l'apport incessant de biens matériels et le développement continu des services, donc par l'incessante élévation du niveau de vie de toute la société.

Ainsi, en partant de préoccupations triviales, le pain, l'habitat, la sécurité du lendemain, on s'élève tout de suite à la hauteur de spéculations pour une éthique révolutionnaire, on découvre que le rationalisme est l'unique source de renouveaux humains.

*

L'égalité, ou plus précisément, l'équivalence économique et la liberté économique, donc réelle qui en découle est le premier et l'on peut même dire le seul argument de la Révolution. Mais ses conséquences sont immenses, infinies, elles embrassent toutes les activités humaines. Elles permettront de promouvoir un homme nouveau (non à la mode du totalitarisme) mais simplement l'homme tel qu'il est et non tel qu'il apparaît actuellement : soumis à des normes le poussant à combattre sans pitié tous ceux qui l'entourent. Cette œuvre de rééducation sera celle de chacun et de tous, mais restera; répétons-le, durement subordonnée à la mise en route aussi rapide que possible des rouages économiques. Car il faudra que devienne évidente la coûteuse inutilité de l'Etat et du Patronat afin que les forces contre-révolutionnaires se heurtent à la confiance que l'homme aura enfin retrouvée au fond de lui-même. Là nous touchons cet élément subjectif méconnu ou méprisé par les marxistes qui jugent le processus historique uniquement à la lumière des effets matériels sans se soucier de remonter à certaines causes psychologiques. Là se découvre enfin la question-clé de la réussite ou de la non-réussite révolutionnaire. Ou l'homme transposera sur un plan qu'on lui proposera le rêve de sa destinée et il sera bolchevisé, ou il brisera toutes les volontés extérieures à la sienne et prendra possession de son domaine.

Notre tâche est donc de connaître à fond les nécessités matérielles qu'impose la révolution. De ne jamais oublier qu'une révolution sans pain est perdue d'avance et qu'il nous faut apprendre au peuple à faire son pain lui-même si nous voulons éviter qu'il aille faire queue aux fournils staliniens.

Fib

REDACTION-ADMINISTRATION
Robert JOULIN. 145, Quai de Valmy
Paris-10e C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
AUTRES PAYS
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.
Pour changement d'adresse, joindre 25 francs et la dernière bande

La Commune de Paris : ESPOIR DE LIBERTÉ

LA Commune de Paris est le témoignage des grands sacrifices qu'exige toute évolution humaine.

Nous sommes redevables à la Commune de Paris de certaines libertés qu'aujourd'hui nous voulons agrandir encore, jusqu'à ce que les racines du parasitisme, de la domination de l'Etat, les racines de l'exploitation du capitalisme soient extirpées d'une manière définitive et que naisse enfin une société libérée continuant dans l'effort, la solution de ses problèmes.

THIERS AU POUVOIR

« Il y a vacance du Pouvoir » s'écriait Thiers le 29 août 1870, alors que Sedan ouvrait la tombe de l'Empire. Tandis qu'une partie de la bourgeoisie avec ses 1.500.000 *non* luttait contre les 7.500.000 *oui* de l'Empereur, Thiers, son chef et son représentant, devenait le bénéficiaire de la révolution de palais du 4 septembre qui lui donnait le pouvoir.

Par crainte que le peuple prenne en main l'appareil administratif, les bourgeois opposés à l'Empire, mais *surtout* à la Révolution, s'installaient dans les places fortes de ce Pouvoir, aiguillonnés par une autre crainte, celle de se sentir isolés de la Province, représentant la vaste étendue de territoire capable de résister à l'envahisseur.

Jules Simon devait dire : « On nous nommait pour ne pas subir *les autres*, voilà toute notre légitimité ».

Les *autres*, c'étaient les révolutionnaires, ceux répandant les idées de l'Internationale, les marxistes et les proudhoniens Et ce gouvernement de Paris composé d'élus de Paris, eut bientôt à sa présidence le général Trochu, garantie de l'allégeance de l'armée.

Avocats, professeurs, publicistes, les Rochefort, Jules Favre, Gambetta, Picard, ces opposants de l'Empire montaient au Pouvoir, soulevés par un réflexe national blessé par la morgue de de Moltke et l'intraitable Bismarck.

Leur préoccupation était d'élire une Assemblée Nationale, très modérée, puisqu'une majorité de royalistes devait la constituer

Thiers était satisfait. Cette République commandée par des monarchistes, lui semblait le moyen d'éviter la guerre civile.

La République ? « C'est le gouvernement qui nous divise le moins », disait-il.

Il devenait l'homme providentiel, l'homme qui avait tout prévu, l'homme de l'heure, l'homme nécessaire, qui avait annoncé la catastrophe et qui se disait *au-dessus des partis*, voir au-dessus de l'Assemblée.

De sa plus belle écriture, il relatait à son éminence grise Jules Favre : « Pour établir la République, il faut une administration dans laquelle figure des Républicains ».

Le 17 février 1871, l'Assemblée le qualifie « chef du pouvoir exécutif de la République Française ». A 73 ans, il allait devenir le grand bonhomme qu'il avait rêvé d'être.

Couronné à Bordeaux, les ambassadeurs étrangers le légitimaient par des lettres de créance.

Le 19 février, il forme son ministère Les « hautes familles » françaises, ducs, marquis, comtes, sont désignées pour occuper les ambassades, et le personnel républicain est placé dans les départements, dans les préfectures.

Ce sénile à qui le pouvoir insuffle de la jeunesse, dit de suite qu'il est pour la centralisation, et qu'il ne saurait y avoir séparatisme entre la Province et Paris.

Pas de réformes. Il s'agissait de rester dans les vieilleries jusqu'au cou. Se sentant solide enfin, Thiers se rend le 22 février auprès de Bismarck à Versailles, et discute les conditions de paix.

La paix fut signée le 26 février 1871 avec pour condition la cession à l'Allemagne de l'Alsace moins Belfort, d'une partie de la Lorraine avec Metz, une indemnité de guerre de 5 milliards, avec pour garantie l'occupation d'une partie du territoire. Les prisonniers seraient rendus, les troupes allemandes entreraient dans Paris le 1er mars et y resteraient jusqu'à la ratification du traité.

Le 2 mars, une partie de l'armée allemande pénètre dans Paris par le Bois de Boulogne jusqu'à la place de la Concorde. Thiers, après s'être plaint de l'Europe, qui laissait faire sans broncher, le despotisme germanique, avait d'autres préoccupations : celles du Paris populaire, de ce Paris « qui nous envoie une révolution toute faite tous les 15 ans » disait-il.

La Révolution

Pendant que, le 15 mars, Thiers était occupé à réfréner l'avidité des Orléanistes et Légitimistes réclamant une Monarchie Constitutionnelle, la Révolution gronde à Paris. Et le froid, la misère, la fait sortir de son lit.

(*Suite page 2, col. 6.*)

Le culte de la haine

LE respect profond de la personne humaine, la volonté de détruire les institutions qui s'opposent à son épanouissement intellectuel et physique est la caractéristique essentielle de l'esprit libertaire. Nous savons toujours nettement distinguer entre les chefs et les troupes, nous condamnons les premiers, nous excusons les seconds, nous n'assimilons jamais les actes d'un militant communiste de la base à ceux d'un Thorez ou d'un Staline, nous cherchons constamment à détourner le peuple des chemins tracés par l'arbitraire et menant à la guerre ; nous nous efforçons de tendre une main fraternelle même à ceux qui nous combattent, aussi longtemps que poussés presque toujours par la vénalité ou par la volonté de puissance ils ne deviennent pas les défenseurs appointés des institutions que nous voulons abolir.

Tout autre est l'attitude de ceux qui avant tout, veulent conserver et perfectionner ces institutions. Ils sont forcément amenés à lutter contre les hommes et leur but avoué peut se traduire par l'expression populaire : « Ote-toi de là que je m'y mette ». Ils combattent d'abord les gouvernements puis, peu à peu, les collèges électoraux d'où ces gouvernements sont issus. A la limite se découvre le massacre pur et simple de tous les opposants ainsi que en avons eu le spectacle en Russie, et dans les pays d'au delà du rideau de fer.

Cette bataille pour le pouvoir qui oppose les formations politiques avec plus ou moins d'acuité, selon le climat du moment a toujours été à peu près circonscrite par les frontières et, abstraction faite de la Révolution d'Espagne et de l'hitlérisme, elles n'ont jamais eu une influence prédominante sur les conjonctures internationales.

Mais la révolution, ou plus précisément

(*Suite page 2, col. 4.*)

« *Défense d'inspirer l'horreur de la guerre aux enfants* »
Yvon DELBOS.

...Alors moi j'suis les Russes, toi, t'es les Américains...

EN MARGE DU COLONIALISME

Racisme

LE Mouvement Libertaire, à travers les multiples organisations qui l'ont constitué et qui le forment aujourd'hui, s'est toujours distingué à l'avant-garde de la lutte anticolonialiste et cela dans tous les pays et sur tous les plans. Notre rejet lucide et motivé de l'oppression capitaliste, étatique et religieuse n'autorise évidemment pas d'équivoque sur ce point et il suffit de consulter les 53 articles parus depuis 1945 dans la présente série du « Libertaire » pour se convaincre que l'action anarchiste n'a pas subi les « déviations » que l'on peut reprocher à certains.

Mais il ne s'est pas seulement agi de combattre l'impérialisme étatique et capitaliste, mais aussi certaines variantes à la fois effets et causes, dérivées de l'exploitation économique : nous voulons parler de l'antisémitisme, haine des juifs, de la xénophobie, haine des étrangers du nationalisme, haine de la paix.

En effet, à côté de la lutte prolétarienne directe pour le soutien et l'émancipation des peuples opprimés, qui se traduit par la paralysie de la coercition étatique, se situe une offensive moins spectaculaire, certes, mais aussi importante, pour l'extirpation de la mentalité qui soutient cette coercition :

Pour la paix au Viet-Nam,
Pour la paix en Indonésie,
Pour la fin de la répression colonialiste en Algérie et au Maroc,
Pour la libération de nos frères d'Afrique Equatoriale,
Pour que cessent les brimades des populations malgaches et martiniquaise,
Contre les racismes,
SOLIDARITE PROLETARIENNE

Chaque jour, sur les lieux de travail, dans les écoles et facultés, dans la rue même, nous sommes témoins de brimades cruelles que subissent nos frères « étrangers ». Combien de Nord-Africains ne se voient-ils pas privés de la juste rémunération de leur travail ?

(*Suite page 4, col. 1.*)

Le meeting de Wagram

C'EST sous le signe de la lutte au sein même des masses laborieuses, au sein des usines, parmi les travailleurs, qu'a été placé le meeting du Ve Congrès de la Fédération anarchiste, présidé par notre bon camarade Jacquelin.

Devant un auditoire de 1.200 personnes, tour à tour nos camarades Fontaine, Zinopoulos, Arru, Lanen et Joyeux, développèrent les divers aspects de la pensée libertaire, pour conclure, par la voix du dernier orateur, par l'impérieuse nécessité qui, aujourd'hui, s'impose aux révolutionnaires: appliquer de nouvelles méthodes de lutte, en premier lieu : diffuser, vulgariser, faire pénétrer partout le principe de la grève gestionnaire.

Fontaine, d'abord, parle de l'éthique libertaire, de ce qu'est le véritable socialisme. Développant la pensée de Bakounine : le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage, mais la liberté sans le socialisme, c'est la liberté d'exploiter son prochain, il démontre comment les peuples soumis au totalitarisme, que celui-ci soit d'essence hitlérienne ou stalinienne, perdent leur dignité et se voient assimilés à de simples « numéros alimentaires ». Le socialisme n'est pas, ne pourra jamais être imposé par l'attrait d'une gamelle bien garnie: il ne pourrait être, dans ces conditions qu'une entreprise d'élevage dans laquelle l'homme est tenu à s'effacer totalement.

Transposer ces pensées sur le plan de l'action sociale signifie donc la prise de possession de tous les moyens de production par le peuple, directement, et non par l'intermédiaire de quelque « gouvernement ouvrier ». La grève gestionnaire, l'auto-organisation des masses dont nos camarades d'Aimagues nous donnent en ce moment l'exemple, que Zinopoulos nous décrivit avec fougue, apparaissent du domaine des possibilités d'un avenir proche. Il ne s'agit pas, certes, de vouloir anticiper, de refuser tout autre moyen de combat et de se confiner dans l'attente. Il s'agit d'être constamment aux côtés des travailleurs en lutte, de les soutenir opiniâtrement, même si les méthodes qu'ils emploient appartiennent déjà à un autre âge, de tenter par tous les moyens de promouvoir une renaissance de la force révolutionnaire, seule capable d'abolir les institutions sociales actuelles ; car rien ne nous permet de penser que cette renaissance n'éclatera pas, peut-être au moment où nous nous y attendrons le moins. Ainsi que Lanen nous l'exposa, rejeter les mythes politiques, dénoncer les centrales réformistes et ne jamais oublier ce que Arru nous rappela, que nous sommes les pionniers d'une grande et magnifique pensée libératrice, doivent inspirer nos actes. Il nous faut donc persévérer dans la diffusion du mode de lutte nouveau et adapté aux circonstances, la grève gestionnaire que Joyeux, pour conclure, avec son habituelle éloquence, développa à larges traits aux applaudissements enthousiasmes de l'auditoire.

Belle soirée, beau meeting où l'attention, le sérieux de tous, renforça notre volonté de lutte bien davantage que de vains déferlements de masses soumises et respectueuses de mots d'ordre imposés.

FISC, SALAIRE ET PATRONAT

FRAUDE fiscale, débrouillage individuel et « combine », le tout largement assaisonné de patriotisme, forment l'assise mentale de ceux qu'il est convenu d'appeler : les bons Français. En règle générale les commerçants, les industriels, les gros propriétaires terriens inclinent pour l'ordre, l'ordre existant bien sûr, et repoussent avec indignation tout ce qui pourrait porter atteinte aux principes sacro saints de la propriété et du droit imprescriptible de faire « suer le burnous ». Aussi les formations politiques qui inspirent les vertus très chrétiennes du drapeau, de l'autorité, du négoce, du salaire imposé par quelque gouvernement fort ou quelque « sauveur » bénéficient toujours de leurs faveurs. Tour à tour on les a vus pétainistes, puis M.R.P. et gaullistes. Quant aux grandes fortunes représentées par la banque, la métallurgie, le textile, la soie, elles se placent sous la protection de M. Paul Raynaud.

Ces « gens bien » ont pour habitude de respecter les lois (aussi longtemps que celles-ci ne les gênent pas), mais se posent toujours vis-à-vis du menu peuple en professeurs de civisme. A les entendre, ils nous donnent chaque jour l'exemple de leur dévouement à la Patrie, ils sont écrasés d'impôts et ils augmenteraient volontiers les salaires s'ils ne risquaient la faillite pure et simple, donc la faillite de toute l'économie, la faillite de la France pour ainsi dire. Et ce n'est pas M. Villiers qui nous démontre par A + B qu'il était impossible d'accorder davantage que 5 % aux ouvriers, qui nous démentira.

Or, un certain débat, concernant le contrôle fiscal qui a eu lieu récemment au Parlement, vient d'éclairer singulièrement la conscience de tous ces poson-

(*Suite page 2, col. 5.*)

NOTRE CONGRÈS

Le Congrès de la F.A. réuni à Paris le 27 mai envoie son fraternel salut aux travailleurs en lutte à Aimargues. L'assure de tout son soutien matériel et moral, leur fait parvenir 15.000 fr., fruit d'une collecte spontanément organisée. Est certain que leur magnifique action et l'union dont ils font preuve dans le combat serviront d'exemple à toute la classe ouvrière.

UN Congrès passionné, violent parfois, et où l'ardeur des jeunes militants rendit éclatante la montée des nouvelles générations libertaires tel fut celui qui se tint les 27, 28 et 29 mai dans une salle parisienne. Après s'être livrés à une critique serrée du Comité National sortant, les congressistes abordèrent les problèmes concernant les divers aspects de l'action sociale.

Malgré quelques accrocs, quelques incidents rendus inévitables par l'inexpérience des jeunes, du commencement à la fin, les assises de la Fédération Anarchiste française furent marquées au coin de la volonté organisatrice de la discipline librement consentie, mais aussi de l'affirmation constante du respect de la pensée, de l'opinion de chacun

Nous sommes loin, ici, de ces congrès préfabriqués où les motions adoptées à l'unanimité obligatoire témoignent d'un asservissement total de l'individu à une bureaucratie toute puissante. Chaque proposition importante, déjà étudiée et discutée avant le Congrès au sein des groupes, donna lieu à une confrontation d'opinions où s'opposèrent, parfois en duels oratoires remarquables, les camarades venus des quatre coins de France.

Ainsi furent définis, clarifiés, nos méthodes d'action, notre position vis-à-vis des faits sociaux, tels : la religion, l'école, le syndicalisme, etc.

Reflétant parfaitement l'atmosphère du meeting de Wagram, le Congrès s'est penché sur les moyens de luttes sociales et affirma sa volonté de concrétiser dans l'action la pensée des théoriciens de l'anarchisme. Et ce fut la grève gestionnaire, l'action syndicale, la propagande au sein des usines, des entreprises qui accaparèrent l'attention soutenue des congressistes. Ce fut également là que l'on enregistra les plus vifs éclats, les discussions les plus ardentes et qui formèrent tout à la fois et le point culminant et la base solide du congrès.

La Fédération anarchiste vient encore une fois d'affirmer, non seulement sa vitalité, mais aussi son développement incessant, sa pénétration de plus en plus profonde parmi les diverses couches populaires.

LES RÉFLEXES DU PASSANT

Reine et ministre

S'adressant aux étudiants, la reine Juliana a dit : « Vous avez le privilège de vivre en une époque de possibilités inouïes. »

Voilà de grandes et fortes paroles. Elles nous changent agréablement des habituels discours ministériels où l'inconsistant le dispute à l'emphase.

Juliana, se débarrassant enfin des projets plus ou moins lointains, des promesses, des assurances gratuites, s'est contentée de ce que le présent nous offre. Et c'est bien suffisant.

La bombe atomique, par exemple, et son nouveau-né la bombe H, mille fois plus puissante, la guerre des piastres, M. Dean Acheson et sa « diplomatie totale », le pays de Staline avec ses quelque 15 millions de concentrationnaires, le patriotisme qui enthousiasme les foules de toutes les nations à un tel point qu'elles seront bientôt prêtes à s'étriper mutuellement, voilà des possibilités effectivement inouïes. Et nous devons rendre hommage à M. Yvon Delbos. Pour une fois, voilà un ministre qui a les pieds sur la terre et ne s'en laisse pas conter.

Aussi conscient que Juliana des possibilités actuelles, il vient, par circulaire d'interdire aux instituteurs « ...d'inspirer aux élèves l'horreur de la guerre atomique... » Car c'est une possibilité qu'il s'agit d'exploiter a fond, et dans l'esprit de ce monsieur ainsi, sans doute que dans celui de cette dame, la seule très réelle de notre époque. Si on l'abandonnait, si on ne l'exploitait à fond, ce serait la fin de la civilisation. Personne n'en doute; et les fils de fer barbelés stalino-marxistes n'auraient plus qu'à s'installer dans le monde entier.

La bombe atomique apparaît donc comme une possibilité quasi radieuse et tous les enfants devraient en chanter les louanges. Elle est d'ailleurs quasi inoffensive. Tout au plus fait-elle peur. Au moment où on la voit descendre au bout de son parachute que bercent les alizées on est déjà mort et le royaume des cieux s'ouvre tout grand. Tandis que mourir dans un camp soviétique exige des années de martyre. L'avantage est donc certain et l'on devrait accorder à la circulaire radicale de M. Y. Delbos une large publicité. Elle est en quelque sorte l'application sur le plan pratique de la « profonde pensée » de la reine de Hollande.

Voilà donc les deux possibilités immédiates qui s'offrent à nous. Bombe ou camp. Ou les deux à la fois. Mais il est vrai que le camp occidental et le camp oriental diffèrent. Le premier est « démocratique », le second bolchevik.

Nuance ! Et pour éviter ce grand malheur qui nous priverait de nos dernières libertés et de notre dignité de républicains conscients, organisés, laïques et obligatoires, il convient de nous envoyer dans un autre monde avec la bénédiction du Saint-Père. Et ce petit et dernier voyage s'inscrit tout naturellement en corollaire des « possibilités inouïes » de notre époque.

A moins que nous ne découvrions une autre possibilité : celle d'envoyer Juliana peindre en rouge des fromages de Hollande et ce vilain monsieur (vous savez cet individu sadique qui veut corrompre l'enfance)... Oui, mais qu'en faire ? Vraiment, je ne vois pas. Il ne serait même pas digne de vider les poubelles dans une société où il n'y aurait plus de bombe atomique et plus d'Yvon Delbos.

OLIVE.

CONTRADICTIONS CAPITALISTES ET GUERRE ENTRE ÉTATS

Les tenants du libéralisme ne manquent pas d'ingéniosité pour justifier désespérément leur système battu en brèche par l'Etat qui, en intervenant dans les rapports économiques, prouve que le libéralisme n'est qu'un cadavre.

Nous connaissons l'histoire du mécanisme des prix réglant la production, la concurrence assurant l'équilibre sur les marchés des services et des produits ; nous connaissons l'apologie de la concurrence qui la représente comme un stimulant du *progrès* technique et économique.

Mais ce qu'on ne nous dit pas, c'est le prix de cette concurrence, le prix de cet équilibre pour la classe ouvrière, pour la paysannerie, pour les classes moyennes.

Le capitalisme est par essence éliminatoire, mais il est surtout l'organisateur de la misère, du chômage, le principe anti-économique qui considère l'abondance comme une catastrophe.

Le développement croissant des cartels, des trusts, des grands syndicats capitalistes, qui groupent des chefs d'entreprises en leur imposant une législation malthusienne de la production, cette poussée vers la concentration accentuée par deux guerres mondiales précipite l'agonie d'un reste de libéralisme plus théorique que pratique.

Juridiquement concurrentiel, psychologiquement vénal, le système capitaliste se transforme certes par la lente interpénétration de l'Etat, soucieux avant tout de tranquillité sociale.

L'Etat essaie de résoudre le problème de la surproduction, rendue telle, surtout dans le domaine industriel, par la trop grande limite des pouvoirs d'achat. La concentration se poursuit, non pas avec l'imminence qu'avait indiqué Marx, mais d'une manière progressive. Chaque crise réorganise le marché économique, chaque guerre donne aux grandes entreprises la primauté dans l'extraction et la fabrication, et si l'Etat intervient parfois pour freiner ce mouvement à la concentration économique qui consacre l'agrandissement du volume des entreprises, c'est autant pour ménager la puissance électorale des classes moyennes que par incapacité d'assurer à ces derniers un gagne-pain, que ce soit dans la production qui voit s'amenuiser de plus en plus ses effectifs, dans l'industrie ou dans l'administration.

L'économie de profit ne peut être conçue sans la concurrence que se font les entreprises entre elles, concurrence qui aboutit à donner la maîtrise aux grandes entreprises, concurrence entre ces grandes entreprises qui n'ont pas toujours la possibilité de se cartelliser, surtout en période de hausse des prix, où les profits considérables appellent un outillage mécanique perfectionné, outillage qui permet de pousser à fond la production avec une main-d'œuvre importante, production qui, sortant de ces grandes usines, est jetée en masse sur le marché. Un marché qui a pourtant une grande dimension parce que les besoins sont énormes, mais un marché qui se rétrécit parce que les *possibilités d'achat* du consommateur sont limitées. Et c'est ce que les économistes, admirateurs du capitalisme, appellent gravement : la *surproduction*.

Alors, devant ce fait, pour vendre néanmoins ses produits, chaque entreprise fera des efforts accrus pour se tailler une large clientèle et par conséquent portera des coups aux concurrents. Par les moyens du machinisme permettant de comprimer les prix de revient et de transformer les salaires en dividendes, le chef d'entreprise essayera de lutter et de tenir, mais les concurrents utiliseront les mêmes méthodes et ceux qui ne pourront s'adapter disparaîtront.

Et c'est ainsi que dans leurs luttes réciproques, les industriels, les capitalistes, contribueront à créer ce que les économistes bourgeois appellent *l'avilissement général des cours*. Vendre à perte, plutôt que de ne pas vendre, tel sera le mot d'ordre et les chefs d'entreprise se feront, selon l'expression américaine, une concurrence *à se couper la gorge*. Les consommateurs ne sont pas bénéficiaires de cette situation qui en fait ne profite à personne, puisque leurs salaires sont comprimés, puisque le chômage se développe, puisque la paysannerie, débouché naturel de l'industrie voit elle-même son pouvoir d'achat faiblir par une faible demande de ses produits, ce qui détermine une faible demande de produits industriels, donc un ralentissement de l'activité des usines. Cercle vicieux inhérent au régime capitaliste qui recherche dans la vente un profit, dans le travail une plus-value dans le prêt d'argent un intérêt bancaire ; cercle vicieux qui pousse le capitaliste à exploiter sans mesure le salarié et à l'implorer dans sa seconde nature de consommateur solvable : cercle vicieux qui le pousse à rechercher par tous les moyens des débouchés extérieurs, rencontrant là d'autres capitalistes aussi dynamiques protégés par leurs Etats respectifs.

Et cette lutte économique à outrance, lorsqu'elle est neutralisée par des autarcies, par des nationalismes économiques, par des économies qui veulent se suffire pour l'importation comme pour l'exportation, alors la guerre n'est pas loin, car la guerre permet de couvrir par la force le circuit commercial, le circuit des échanges et contribue à détruire pour quelques années l'armature industrielle du vaincu.

Et l'on recommence, une autre période avec des antagonismes plus grands, avec des antagonismes qui ne peuvent plus s'inclure dans un ennemi de plusieurs générations, mais qui ont besoin désormais pour se développer de la dimension de continents et de groupes de continents.

C'est dans cette phase que nous sommes aujourd'hui. Unité mondiale sous une conception politique unique, avec un phénomène de production unique, tel est l'enjeu de la lutte qui sera impitoyable, avec les moyens de destruction que les grands antagonistes disposent, avec les masses de populations sur lesquelles ils peuvent s'appuyer pour mener une guerre longue qui totalisera peut-être en durée la guerre, de 1914 et la guerre de 1939, avec les territoires sur lesquels ils peuvent s'étendre et les ressources formidables que leur machine de guerre peut dévorer. Nous en sommes là

Y aura-t-il un renversement de la tendance ? Un climat psychologique de paix pourra-t-il faire échec à la psychose de guerre qui, patiemment, par instillation, empoisonne chaque cerveau, en l'indisposant contre l'U.R.S.S. ou contre les Etats-Unis et non pas contre un totalitarisme ou contre un capitalisme ?

C'est là encore une inconnue que les faits révéleront. Si les prolétariats s'abandonnent à la fatalité des guerres, alors tout est perdu. Mais si, profitant des conditions révolutionnaires déterminées par un machinisme qui pousse le capitalisme, et l'Etat qui le suit comme son ombre, à se réadapter sans cesse pour ne pas être débordé par les forces subversives qu'il entretient ; si, profitant de ces circonstances exceptionnelles les prolétariats interviennent pour compléter le climat révolutionnaire, alors tout est gagné : l'émancipation économique pourra, avec la liberté, amener la paix.

B. Z.

Fisc, salaire et patronat

(Suite de la 1re page)

nages. Des contrôleurs polyvalents (1) dépendant d'un organisme nouvellement créé se sont livrés à 4.917 vérifications et ont décelé, tenez-vous bien, 50 milliards de fraude ! Ajoutons à cela que la dissimulation concernant la seule taxe sur le chiffre d'affaires s'élève pour un exercice à 250 milliards.

Mais il y a mieux : à la Commission des Finances M. Champion, représentant de F.O. a affirmé que le montant des revenus dissimulés atteint la somme de 1.000 milliards. Et cette affirmation n'a pas été démentie par le ministre des Finances. Il est courant de constater que les commerçants ne déclarent que 18 ou 20.000 fr. de revenu par mois, 30 à 35 % de transactions surtout dans le meuble, les cuirs, les transports se font sans facture et on a reconnu officiellement que deux possesseurs sur trois de voitures neuves déclarent le minimum vital comme revenu !

Nous pouvons conclure d'ores et déjà qu'un patron qui paye régulièrement ses impôts peut être considéré comme une rarissime exception. Et comme on peut chiffrer au bas mot à 3 millions le nombre de commerçants, industriels petits et gros, il saute aux yeux que la classe des possédants derrière sa façade de probité, derrière ses plaintes contre la dureté des temps, contre ces ouvriers « qui ne veulent plus travailler » entasse des fortunes au détriment du pays qu'ils ne cessent de défendre dans leurs écrits et dans leurs discours.

La férocité, l'égoïsme, l'hypocrisie patronales éclatent dans toute leur splendeur à l'énoncé de ces deux chiffres : 4.917 contrôles, 50 milliards de fraude ! Mais, à propos ces fameux comités d'entreprises que deviennent-ils en l'occurrence ? Que n'ont-ils décelé ces formidables dissimulations, que n'ont-ils exigé une massive augmentation des salaires ? N'insistons pas. Nous avons dit depuis longtemps que ces comités ne sont que des pourrissoirs où se fabriquent des contre-maîtres, des garde-chiourme. D'ailleurs s'y trouverait-il des éléments incorruptibles, encore leur faudrait-il des connaissances de comptabilité extrêmement poussées pour pouvoir déceler des fraudes que seuls des contrôleurs fiscaux hautement spécialisés sont capables de découvrir.

D'ailleurs le P.C.F. et sa filiale la C.G.T., s'opposeraient à un tel contrôle. Il y a des choses qui ne concernent pas le lampiste, notamment la « ligne » du Parti.

Et c'est bien pourquoi l'on a vu au Palais-Bourbon, les députés staliniens fraternellement unis au P.R.L. dans l'opposition au contrôle fiscal « polyvalent ». Et avec un patriotisme qui a dû tout de même émouvoir bien des mercantis, ils se sont violemment élevés contre cette atteinte « à la liberté ». A la liberté de frauder, d'exploiter son prochain, de maintenir des salaires de famine et de rouler carrosse !

(1) Le contrôleur polyvalent est habilité pour opérer des vérifications fiscales concernant les « Indirectes », les « Directes » et la Régie.

ESPOIR DE LIBERTÉ

(Suite de la première page)

Le 18 mars, les premiers mouvements populaires se produisent. La répression de 1848 stimulait l'idéalisme révolutionnaire. Le peuple de Paris avait de l'armement, 2.000 canons, des forts. La rapacité des gros propriétaires venait accentuer la colère de ces ouvriers sans argent battant le pavé, en réclamant par voie d'huissiers les règlements immédiats des échéances de loyers.

Et le « Père Duchêne », pour répondre à Duffaure réclamant le retour au droit commun devait s'écrier : « Ce n'est pas assez d'avoir supporté la faim, d'avoir versé son sang, d'avoir bu sa honte : il nous reste trois termes à payer. Nous ne les paierons pas ! ». Les Blanqui, les Félix Pyat, les Vermorel, les Vallès trouveront là le moment de déployer leur énergie de révolutionnaires. Les mots d'ordre sont : autonomie communale, fédération, collectivisme.

A la vieille centralisation unitaire et abstraite s'oppose le principe des communes souveraines fédérées et confédérées. Varlin, Jourde, Eudes, Ferré, Duval, Delescluse sont au Comité Central de la Commune. Poltron et rusé, le gouvernement quitte Paris, par le bois de Boulogne pour Versailles avec ce qu'il a pu récolter comme soldats. Thiers a son plan. Historien du Consulat et de l'Empire, il s'est nourri de stratégie napoléonienne. Donc, pour lui la partie peut être enlevée avec de l'organisation. Il reconstitue une armée en puisant dans les 500.000 prisonniers que le traité lui rendait, avec Mas Mahon pour chef. Bien nourri, bien vêtu, bien armé, le soldat se reprend à la vie abondante et son agressivité ne fait que croître contre les communards qu'on lui présente comme des assassins et des émeutiers professionnels.

Rétablir l' « ordre », ce sera alors l'objectif de Thiers, l' « ordre » c'est-à-dire la légalité de fortunes considérables, le droit de s'enrichir du travail d'autrui, le droit de réduire à la misère, au chômage, et de plonger les familles malheureuses dans les taudis où sans travail et sans argent elles meurent à petit feu. C'était cela l' « ordre » de Thiers.

La répression

Et ce fut la semaine sanglante.

Le Paris révolutionnaire dressait les barricades, voulant mourir dans les flammes de la capitale plutôt que revivre la domination capitaliste et le paupérisme des années d'industrialisation.

Mais que pouvait le courage, si grand fût-il, devant la supériorité des forces de l'adversaire, bien armé, consolidé par le silence de la Province ?

La répression fut épouvantable. Des charniers furent ouverts un peu dans tous les parcs. Dans les casernes on fusillait sans cesse.

Plus de 60.000 personnes furent exécutées. Aucune pitié ne préserva les femmes, les enfants, les vieillards. Thiers voulait une mer de sang, espérant ainsi à jamais épuiser le socialisme.

Mais le socialisme devait sortir plus fort de la répression, plus fort parce que plus réfléchi. Plus fort, parce que convaincu de la force de l'adversaire qu'il ne sera possible d'abattre qu'en le connaissant bien pour l'atteindre dans ses points faibles.

La leçon devait montrer que l'héroïsme révolutionnaire poussé à ses dernières limites n'est pas suffisant pour transformer le système économique et politique, mais qu'il faut aussi une grande éducation sociale, une connaissance poussée de ce qui doit être fait.

La Commune de Paris a posé un problème que d'autres communes devront résoudre.

ZINOPOULOS.

LES SERVICES PUBLICS SANS L'ETAT (2)

par Gaston LEVAL

L'USAGE de plus en plus intense du véhicule à moteur et de l'avion fait que dans certains cas ces deux branches de transport rivalisent avec le chemin de fer. En société capitaliste ou d'économie libérale, cela conduit à une concurrence effrénée qui se solde par des faillites et un gaspillage criminel d'énergie, à moins que l'organisation d'un trust permette au tout de vivre sur le dos du client d'autant plus exploité.

Telle est souvent la cause plus ou moins véritable de l'intervention de l'Etat qui, conseiller ou régulateur autoritaire, s'efforce d'équilibrer bien ou mal, d'abord le rail et la route, et, dans les pays où l'aviation s'est le plus développée, fait maintenant entrer cette dernière dans ses lois et décrets.

Que ce soit pour construire des camions, des cars ou des avions, l'Etat, là où il est constructeur et administrateur, sera remplacé comme les entreprises de capital privé. Ses usines, ses ateliers, ses centres administratifs ne sont pas plus difficiles à gérer que les usines, les ateliers, les centres administratifs des entreprises capitalistes.

La croyance irraisonnée que l'organisation étatiste est irremplaçable fait que bon nombre de personnes qui admettent la dépossession de l'entreprise privée ne le croient pas possible quand il s'agit de l'Etat, comme si celui-ci créait des modes et des formes de travail absolument tabous. Cela est absolument inexact. Depuis la fin de la guerre, les nationalisations sont à l'ordre du jour en Angleterre. Charbonnages, banques, chemins de fer, médecine, gaz, aciéries ont été nationalisées. Quand, auparavant, ces branches de la production et du travail étaient aux mains des exploitations ou des exploiteurs privés, leur socialisation non étatiste-coopératiste, par exemple, semblait possible. Pourquoi ces mêmes branches de production et d'activités ne seraient-elles plus socialisables après leur nationalisation ?

Peut-être, au contraire, serait-ce plus facile. Car le Syndicat des Mineurs de Grande-Bretagne pourrait prendre plus facilement à son compte l'exploitation des mines maintenant que l'Etat en a fini avec la poussière d'entreprises particulières qui entravaient plus qu'elles ne facilitaient la production par leur retard technique et leurs maigres moyens d'exploitation.

Fabriques d'automobiles, d'autobus, de cars, d'avions, de moteurs de toutes sortes peuvent, étatisées ou non étatisées, passer aux mains des syndicats ouvriers qui, du comité d'entreprise à la fédération nationale de l'industrie, et du dépôt à l'organisation nationale du transport, remplaceront avantageusement l'organisation bureaucratique de l'Etat.

Il en serait de même pour les transports maritimes. Aujourd'hui, dans un grand nombre de pays, et devant le coût élevé des navires gigantesques, le capital privé ne peut continuer à financer par ses seuls moyens la construction des cargos ou des transatlantiques. Puis, devant l'unification croissante de l'économie et l'étroite relation entre le commerce international, les industries qui en dépendent, et les moyens de transport grâce auxquels ce commerce se fait, les entreprises privées ne répondent plus aux besoins indivisibles de l'ensemble de l'économie.

L'Etat est donc devenu le principal actionnaire, et le commanditaire, à moins qu'il ne soit franchement constructeur de bateaux, et qu'il ne possède en propre, intégralement ou en partie, des chantiers de construction navale.

Mais, pour continuer à construire des bateaux, ce qui ne serait pas un problème urgent (car quatre ans après la guerre pendant laquelle on a envoyé près de vingt millions de tonnes par le fond, il y a déjà pléthore de moyens de transport maritimes), le problème se poserait exactement comme pour construire des wagons et des locomotives. Les travailleurs, manuels ou techniciens, auraient leur vie assurée, les matières premières, les matériaux arriveraient aux chantiers sans que [illegible] des moyens financiers [illegible] surgir le moindre obstacle. Et l'organisation des docks et des transports n'offrirait pas plus de difficultés. Que le haut personnel de direction travaille dans des bureaux appartenant à l'Etat ou à la section maritime de la Fédération des Transports, son rôle serait exactement le même. Avec la différence, toutefois, que son activité serait démocratisée par une collaboration plus étroite avec les travailleurs de base, et qu'au-dessus d'eux il y aurait, non plus un ministre et tout un personnel le plus souvent incompétent et inaccessible, mais un organisme composé de délégués de chacune des spécialités de travail, qui, par leur coopération, apprendraient à mieux se connaître, à mieux s'estimer, et à mieux servir les intérêts généraux.

*

La poste, avec ses annexes, le télégraphe et le téléphone, ne pose pas non plus de difficultés majeures.

Il semble bien qu'historiquement, les rois aient, les premiers, établi cette institution pour transmettre leur courrier et maintenir le contact entre eux et leurs gouverneurs de province, leurs généraux en campagne, ou leurs favorites. Car à ces époques déjà lointaines, eux seuls, ou les hommes d'Etat républicains, avaient des intérêts et des associés assez éloignés pour utiliser cet instrument de communication. Eux seuls, enfin, pouvaient le faire sans que la police du roi ou de la République n'y mît obstacle...

Aujourd'hui, la poste est un des éléments les plus nécessaires de la civilisation. Elle est aux mains de l'Etat dans presque tous les pays. Elle fonctionne non seulement parce que les usagers payent des timbres aux taxes fixées par l'administration, mais aussi parce qu'il y a un personnel nombreux, dont les capacités répondent, aux divers échelons, à la tâche plus ou moins difficile qui leur est confiée. Ce personnel pourrait, demain, travailler pour la Fédération nationale des postiers, déjà fondée, et qui, dans l'ensemble des villes de France et des autres pays d'Europe et des Etats-Unis, se compose de syndicats et sections syndicales. L'adaptation de ces sections à leurs nouvelles fonctions, se ferait comme se ferait celle des sections de cheminots, pour l'organisation et le fonctionnement des chemins de fer. Ce sont les techniciens qui créent la technique, les organisateurs qui créent l'organisation. Du plus haut ingénieur au dernier poseur de fil, du plus haut administrateur au plus modeste facteur, les *hommes* pourraient continuer à organiser, à perfectionner. Ce sont eux qui comptent, et non l'Etat. Et comme, pour les P.T.T., le problème du financement ne se poserait pas non plus, rien ne s'oppose à ce que l'organisation et l'administration syndicale se substitue à celle de l'Etat, comme dans tant de cas, l'organisation et l'administration d'Etat se sont substituées à celles des entreprises privées

F I N

Allons, allons, philanthropes du commerce, civilisateurs du sabre, rengaînez vos tirades sur les bienfaits de la civilisation. Ce que vous appelez ainsi, ce que vous déguisez sous le monde colonisation a un nom parfaitement défini dans votre Code, lorsqu'il est le fait de quelques individualités obscures ; cela s'appelle « Pillage et assassinats en bandes armées ». Mais la civilisation n'a rien à voir avec vos pratiques de bandits de grands chemins.

JEAN GRAVE.

LE CULTE DE LA HAINE

(Suite de la première page)

la contre-révolution bolcheviste de 1917 a provoqué un bouleversement complet de toutes ces données politiques. Sa rapide transformation en une tyrannie absolue soutenue dans le monde entier par les partis communistes, l'oppression qu'elle exerce maintenant sur les pays balkaniques et la rivalité qui l'oppose aux U.S.A., élèvent sur le plan international ce qui, hier, était du domaine exclusivement national.

L'écœurante adoration de Staline que doit témoigner tout bon militant du P.C.F., le respect de toutes les institutions plus ou moins coercitives (l'Etat, l'Eglise, le Commerce, la Justice, etc...) qu'on lui impose, le patriotisme dont on l'abrutit se transforment rapidement en animosité, puis en haine contre tout ce qui n'est pas conforme aux directives du parti, donc aux directives de Staline Cette situation s'aggrave intensément par l'état de guerre larvée où nous nous trouvons. L'anticommuniste n'est plus seulement un adversaire politique, mais un ennemi en puissance et la propagande stalinienne exploite cyniquement l'infernale possibilité de promouvoir un néo-chauvinisme. On ne dit pas les dirigeants américains, mais : les Américains, comme naguère on disait : les Boches.

On ne dénonce pas l'Etat, la police, les prisons, mais le gouvernement et ses électeurs qui sont des fascistes. Aucune occasion n'est perdue de désigner du doigt un tel ou tel comme traître, fauteur de guerre, etc., même s'il n'est qu'un prolétaire. Dès l'instant que l'on ose discuter la « ligne » du parti, on devient suspect, on est étiqueté, on est du clan américain, et c'est tout dire. La calomnie, l'exploitation la plus ignoble des sentiments les plus touchants s'utilisent sans vergogne. Ainsi, cette affiche représentant un enfant tué par des bombes. Des bombes américaines, bien entendu.

Mais ne croyons pas que cette criminelle préparation psychologique de la guerre soit l'apanage des Soviets. A cette propagande répond celle du monde occidental. Bien que moins cynique, moins provoquante, elle vise le même but. La campagne anticommuniste est porteuse des mêmes forces abrutissantes et homicides. Elle tend elle aussi à cultiver la haine contre les hommes et non contre les institutions. De communiste, on glisse insensiblement à la Russie, à l'Est. On dit : l'Est ne connaît que la force, le danger vient de l'Est. L'Est c'est le communisme, la tyrannie, etc... L'Occident c'est la démocratie, c'est la liberté, c'est la possibilité infinie de progrès, c'est la culture chrétienne millénaire qui se dresse contre la barbarie. Il faut que les nations occidentales s'unissent contre les menaces du totalitarisme.

Et l'Union européenne, le Pacte Atlantique sous le dehors trompeur d'internationalisation, ne sont que de monstrueuses coalitions politiques destinées à endiguer la poussée communiste.

Tous les partis aujourd'hui n'ont plus qu'une étiquette anti ou pro-communiste, leurs nuances particulières se sont effacées. La lutte pour le pouvoir national s'est gonflée démesurément. C'est maintenant la lutte pour le pouvoir mondial qui requiert les peuples au sein desquels la haine s'érige en culte. Afin qu'ils acceptent de vider la querelle des grands avec toute la férocité nécessaire.

J. C.

Abonnez-vous

Nom : .....
Prénom : .....
Rue ..... N° ....
Lieu : .....
Département : .....
déclare souscrire un abonnement au *Libertaire pour une durée de*

6 mois (1)..... 250 fr.
1 an (1) ..... 500 fr

et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P 5561 76 Paris, Robert Jouin.

(1) Barrer la mention inutile.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1re REGION

LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureyns G., 80, rue Francisco-Ferrer, à Fives-Lille (Nord).

2e REGION

PARIS-XIVe. — Réunion : les camarades du groupe sont invités au local habituel, le mercredi 24, à 20 h. 30. Congrès national.

GROUPE LOUISE MICHEL (18e arr.). — Réunion jeudi 25 mai, à 21 h. précises, de tous les militants, 7, rue de Tréteigne. Présence indispensable.

GROUPE DE COLOMBES. — Réunion dimanche juin, à 9 heures très précises, lieu habituel. Présence indispensable de tous. Ordre du jour : Compte rendu du

MONTREUIL. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris. Métro : Robespierre.

5e REGION

MACON. — Groupe Germinal. Nous informons tous les militants, sympathisants du Mouvement libertaire, que le groupe a repris son activité. Les camarades désirant participer à son action sont priés de s'adresser à Chanroux Marcel, à Pierreclos (Saône-et-Loire).

8e REGION

LYON-CENTRE. — La permanence sera assurée le 27 mai, au siège, de 16 h. 30 à 19 heures.

Adhésions, cotisations, bibliothèque.

GROUPE LIBERTAIRE DE TOULOUSE : Réunion du groupe vendredi 2 juin 1950. Compte rendu du Congrès National de la F.A

11e REGION

NARBONNE. — Jeudi 1er juin, à 21 heures, salle du Bar du Commerce. Compte rendu du Congrès National par Estève. Invitation cordiale aux sympathisants et aux lecteurs du « Libertaire »

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

GROUPE LOUISE-MICHEL

"Le problème scolaire"

Orateur : Aristide LAPEYRE

Jeudi 1er juin, Salle de l'Olympic
20, rue Léon - Métro : Château-Rouge
Marcadet-Poissonniers-Barbès

Il est un Dieu, sans doute, à qui tout est possible : ce Dieu, le mieux servi, père des autres Dieux, compte aussi ses martyrs et même a ses miracles ; sa présence fait taire ou parler les oracles, qui touche à son autel est guéri de ses maux... Ce Dieu n'a pas encore rencontré d'incrédules... Fléchissez le genou, mortels ! ce Dieu, c'est l'Or !

(Lucrèce français.)
SYLVAIN

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

NOUVELLES D'ITALIE

Les poursuites antianarchistes

VOICI quelques détails publiés par le **Corriere del Popolo**, de Gênes et relatives à l'attentat anarchiste contre le consulat franquiste de cette ville, le 8 décembre écoulé :

« Ont été traduits en cour d'assises par le juge d'instruction les nommés Gaetano Busico, 26 ans, Eugenio De Lucchi, 21 ans et Gaspere Mancuso, 27 ans. Ils sont accusés de violences privées, de résistance à la force publique, de port d'armes et détention d'armes prohibées, ainsi que de destructions dans l'immeuble du Consulat.

« En outre, Busico devra répondre d'une infraction à son interdiction de séjour à Gênes et de Lucchi de violences sur la personne du carabinier Turturo. lors de son arrestation.

« Une accusation spéciale est portée contre Vincenzo Toccafondo pour « apologie d'un fait qualifié crime ». En sa qualité de secrétaire de la Fédération Anarchiste Ligurienne, et par un communiqué publié par divers journaux de Gênes, Toccafondo fit connaître sa complète solidarité envers les auteurs de l'attentat. De leur côté, les accusés Busico, de Lucchi et Mancuso ont reconnu hautement leurs responsabilités. Ils seront défendus par Mes G. Macchiavelli, Brunetti, Monteverdi, Pedio (de Potenza) et Punzio (d'Alexandrie) »

Il Libertario de Milan relève que dans l'acte déférant les accusés en justice, il est fait état dans les termes suivants des mobiles ayant inspiré le camarade Busico :

« Apprenant dans les journaux que, dans diverses régions de l'Espagne et particulièrement à Barcelone, avaient eu lieu des conflits meurtriers entre la police et les éléments de la Résistance, au cours desquels ceux-ci auraient laissé six morts sur le terrain, Busico en fut profondément troublé, d'autant plus qu'il apprit que parmi les victimes se trouvait son intime ami l'anarchiste espagnol Francisco Martinez, tué dans une rencontre avec la police espagnole ».

Il Libertario ajoutait à ces lignes officielles la courte déclaration que voici :

« Nous pouvons assurer les camarades d'Italie et de l'étranger, les sympathisants, et tous ceux qui, en marge des sectarismes politiques ont tenu à démontrer leur solidarité avec les détenus, que le moral de nos jeunes camarades emprisonnés est des plus élevé Sans minimiser en rien leur geste de fraternité envers les victimes du fascisme en Espagne, ils attendent leur procès avec une absolue sérénité.

« Nous les avons trouvés pleins du désir que leur sacrifice serve à mettre en lumière, devant l'opinion publique, les crimes du régime franquiste, et désireux de susciter un mouvement de solidarité effective envers ceux qui, dans l'Espagne martyre. payent chaque jour de leur vie leur suprême amour de la liberté. »

Le procès de Gênes

Après l'attentat contre le consulat franquiste de Gênes, nos camarades B. Busico et E. de Luchi ont été emprisonnés.

Le camarade Manouso, le troisième participant, refusant de rester à l'abri, a voulu reprendre la lutte active. Il a été arrêté à son tour.

Le procès a lieu à la 8e section du Tribunal de Gênes.

La défense est assurée par les avocats G. Macchiavelli, Brunotti, Monteverde, Pedio et Punzio.

Nous ne savons pas encore si le camarade Vincenzo Toccafondo inculpé d'apologie du crime pour avoir exprimé son entière solidarité et celle de la Fédération anarchiste ligurienne dans un article publié dans la presse est jugé en même temps.

Il faut préparer une campagne de protestation, organiser meetings et campagnes de presse.

Ne laissons pas la bourgeoisie internationale complice de Franco condamner trois camarades dans l'indifférence générale.

IL FAUT FAIRE DE CE PROCES LE PROCES DU FASCISME ESPAGNOL; pour cela, les hommes libres du monde entier doivent manifester leur indignation devant cet attentat à la dignité humaine qu'est le procès de Gênes.

En Bulgarie

LA HONTE DES CAMPS DE CONCENTRATION

Le récit suivant, d'une antifasciste internée au camp de concentration des femmes, à Nojarevo (Bulgarie), simplement pour ses convictions antifascistes et son courage à les affirmer, nous parvient à l'instant. Nous le reproduisons dans toute sa simplicité.

« J'ai été envoyée au camp de concentration de Nojarevo pour six mois, mais par la suite, mon séjour s'y prolongeait automatiquement. Dans ce camp, il y avait d'autres femmes internées aussi pour six mois, et qui y sont depuis trois ans.

« Dans cette « Communauté de rééducation et de travail » se trouvent, outre les internées politiques, des prostituées et des criminelles. Il nous faut travailler, vivre et dormir ensemble. On nous vole le peu de colis (au plus 8 kilos par mois) que nous recevons.

« Nous sommes obligées de travailler en plein air et sommes très mal vêtues; la plupart des femmes n'ont pas de bas, portant des sabots de caoutchouc troués, une blouse et un tablier de coton, et pendant l'hiver, un pantalon et une capote déchirée de soldat ou de policier. On nous oblige à travailler par tous les temps.

« La nourriture est très mauvaise. La ration de pain du début a été réduite. Dans la soupe, il n'y a que quelques légumes. On ne nous réchauffe pas et nous dormons au froid, avec une seule couverture.

« En plus de ce traitement, il nous arrive très souvent d'être punies « pour ne pas avoir dit la vérité ». On nous enferme alors dans des cellules de trois mètres sur trois, à 5, 6 ou 8 ensemble; l'air y est insuffisant et il s'y trouve souvent des malades. Les plus résistantes d'entre nous étions souvent emportées de ces cellules sur des brancards dans des hôpitaux; mais après guérison, on nous y fait rentrer, ou bien on nous envoie au service pénitentiaire; là il faut travailler depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, avec 310 grammes de pain et seulement, une fois par jour, le soir, une soupe d'eau pure, sans trace d'aucune graisse.

« Ce service pénitentiaire est installé dans un établissement sale et malsain. On y est envoyé très facilement, il suffit d'exprimer lors d'un rapport quelconque une opinion personnelle. Dans ce cas, le nom de l'imprudente est noté pour lui demander des explications. On la traite de « saboteur des travaux des champs » et elle est envoyée dans le service pénitentiaire. Les punitions varient, mais il y a des cas où elles durent de 30 à 60 jours.

« Dans le camp, on nous prive souvent de correspondance, sans raison. »

Ce récit, sans emphase ni plainte, fait pénétrer dans tout ce que le régime stalinien a d'inhumain; ce déni à toute justice, cette inexorabilité qui conduit par un système froidement calculé les plus vaillantes détenues à la mort, nous amène à un perfectionnement du régime fasciste. Le fascisme tuait en masse, brutalement, mais ses prétentions à édifier le socialisme n'étaient pas prises au sérieux hors des frontières à l'intérieur desquelles il exerçait ses ravages.

Devant le régime stalinien comme devant la mort, la condition humaine s'efface, la femme est l'égale de l'homme.

Que les femmes du monde entier relève le défi et s'associent à la campagne contre la honte des camps de concentration. Qu'elles répondent à l'appel des femmes de la Commission d'aide aux antifascistes de Bulgarie.

Femmes libres du monde entier, suscitez des manifestations, envoyez vos protestations, collectez des fonds. Ne restez pas insensibles à la souffrance de vos semblables. En contribuant à sauver d'une mort injuste des enfants, des femmes et des hommes épris de liberté, participez à l'œuvre de justice dans laquelle la femme se doit de tenir une large place.

(Communiqué par la C.A.A.B., Commission d'aide aux antifascistes de Bulgarie).

Sont internés en Bulgarie :

STOYTCHEV Atanass, 50 ans, ouvrier peintre. Vaillant militant dès sa jeunesse, père de deux enfants. Depuis vingt-cinq ans, il n'a jamais cessé de travailler dans son métier pour gagner sa vie. Véritable héros dans la lutte contre le fascisme, il porte encore une balle dans son corps depuis le premier combat avec les fascistes en 1923 ; lui, il doit aussi être « rééduqué » dans les camps de concentration staliniens (appelés « communautés de travail et de rééducation »), où il se trouve interné pour la deuxième fois depuis le congrès communiste de 1948.

MINDOV Mikhayl, 31 ans, ouvrier typographe, interné sans jugement pour la deuxième fois depuis plus de trois ans. Son « crime » est d'avoir édité les bulletins de la F.A.C.B. (L'organisation anarchiste n'a pas été jusqu'à maintenant mise hors la loi, formellement au moins).

LOZANOV Peter, 56 ans, tuberculeux, travaillait au laboratoire d'un sanatorium. Vieux militant anarchiste, bien préparé, connaissant l'allemand et le français, ancien rédacteur des revues anarchistes : « Société libre » et « Monde nouveau », un des meilleurs journalistes du pays. Les staliniens l'ont arrêté sans tenir compte ni de son âge avancé, ni de son état de santé, ni, enfin, du grand respect que les communistes eux-mêmes ont eu pour sa conduite antifasciste et pour le travail éducatif très utile qu'il faisait dans les syndicats ouvriers.

KARAMIKHAYLOV Guéorgui, 47 ans, ouvrier des tabacs et journaliste, ancien prisonnier politique, ancien rédacteur de l'hebdomadaire de la F.A.C.B., interné depuis trois ans; YANKOV Vassil, 45 ans, ouvrier boulanger, interné depuis trois ans ; ZLATEV Stefan, 47 ans, libraire, condamné à mort par les fascistes, tuberculeux, interné depuis trois ans; KOTAKOV Stefan, 37 ans, ouvrier des tabacs, militant syndicaliste, tuberculeux, interné pour la troisième fois depuis la « libération »; BABEKOV Kanu, 44 ans, ouvrier agricole, ancien prisonnier politique, interné pour la deuxième fois, etc...

La liste des anarchistes internés dans ces deux camps contient les noms de plus d'une centaine de militants possédant les mêmes qualités d'antifascistes dévoués, d'ouvriers ou d'intellectuels irréprochables, qui, sans avoir commis aucun crime, sans être accusés ni jugés, sont l'objet d'extermination par ces simples, mais terribles mesures administratives dont le sadisbe dépasse celui des nazis.

DES QUATRE COINS DU MONDE

De la « Hospodar » du 9-2-50

Nos houillères n'ont pas réalisé les objectifs assignés par le plan quinquennal pour les quatre semaines de janvier. De nouveau, ont surgi certaines difficultés et obstacles... Bien que le Congrès national de la C.G.T. eût assigné aux mineurs le devoir d'étaler la production d'une manière régulière sur tout le mois, on doit malheureusement constater de nouveau que des écarts considérables subsistent. L'analyse de la production par semaine révèle les résultats suivants :

Bassin de	1re semaine %	2e semaine %	3e semaine %	4e semaine %
Ostrava	89,5	94,8	95,3	119,1
Kladno	83	88,8	89,3	122,2
Most	96,4	96,2	97	110

La situation a été analogue dans les bassins secondaires. Il en ressort qu'un « grand coup » a été fourni pendant la semaine du mois afin de combler partiellement les retards des 3 précédentes semaines. On a dû travailler pendant deux dimanches consécutifs, bien qu'il soit souhaitable de ne pas prolonger la pratique des dimanches assimilés aux jours ouvrables. Par ailleurs, on a enregistré un nombre considérable d'heures supplémentaires. Enfin les travaux d'entretien ont été négligés. Tout cela augmente les prix de revient et entraîne, par la suite, une absentéisme accru.

L'introduction des nouveaux salaires et des nouvelles normes de travail a suscité de vives discussions parmi les mineurs. Souvent les ingénieurs se sont fait remarquer par leur absence et c'est de leur faute si certaines erreurs ont été commises. Dans d'autres puits, les permanents n'ont pas rempli leur devoir de meneurs et n'ont pas su expliquer aux mineurs l'importance de la nouvelle politique des salaires. Dans tous ces cas, la réalisation du plan a été défectueuse.

Argentine

Il ne se passe pas de jour sans que le voile d'hypocrisie qui couvre la dictature péroniste ne se déchire. Le restant de liberté accordé aux travailleurs est menacé.

Tous les locaux de l'organisation anarcho-syndicaliste F.O.R.A. ont été fermés par la police.

Les camarades argentins ne sont pas décidés à se laisser faire ; le journal anarchiste « La Protesta » vient de lancer un appel vigoureux à la lutte ouverte

U. R. S. S. — Colonialisme idéologique.

« Huit professeurs de renommée mondiale sont venus d'Union Soviétique pour prendre part au travail de l'Institut. Ils formeront les étudiants avec les méthodes les plus parfaites, les plus progressives du monde : avec les méthodes de la pédagogie soviétique. Ils aideront les jeunes professeurs qui auront fait leurs études ici à devenir des éducateurs conformes au type soviétique les traducteurs fidèles de la culture soviétique. »

Extrait de *Szabad Nep*, paraissant en Hongrie, 5-2-50.

« C'est l'éducation soviétique qui crée le nouvel homme soviétique. Les professeurs soviétiques qui sont arrivés parmi nous ont préparé le plan de quatre années d'études et servent efficacement la connaissance de la culture soviétique en Hongrie. »

Extrait d'un discours du ministre de l'Instruction Publique de Hongrie (février 1950).

« L'objectif principal poursuivi par l'établissement du nouveau répertoire est la lutte pour la paix, contre les impérialistes fauteurs de guerres. Par conséquent chaque théâtre a inscrit à son répertoire au moins une pièce dramatique originale ou soviétique destinée à mobiliser la masse des spectateurs dans la lutte pour la paix. »

Extrait de l'hebdo littéraire roumain : *Contemporanul*, 27-1-50.

New-York

Pendant plusieurs jours, des militants de syndicats et de groupements libertaires ont manifesté devant le consulat franquiste. Ces manifestations furent suivies d'un grand meeting en plein New-York.

Angleterre

La C.N.T. espagnole en exil a publié un appel signé par le groupe Freedom et par de nombreuses personnalités bien connues.

CHRISTO BOTEFF

(Né le 7.1.1849 — mort le 2.6.1876)

Fils d'un instituteur, il reçut une bonne éducation progressiste et épris de l'esprit de liberté du Balkan (la Vieille Montagne) où il est né et s'est développé, dès son enfance, Boteff embrassa les rêves de la libération du peuple bulgare. A l'âge de 13 ans, il partit en Russie pour continuer ses études, et là il se mit aussitôt en rapport avec les révolutionnaires ; pour ses relations avec eux il fut exclu du lycée. A partir de ce moment, il s'adonna entièrement au mouvement révolutionnaire en devenant le premier disciple de Bakounine. Réfugié, ensuite, en Roumanie, il se mit à sa disposition pour l'envoi de la littérature clandestine en Russie.

Boteff prépara la libération nationale de son pays en 1876 se mit à la tête d'une compagnie organisée en Roumanie, passa clandestinement le Danube en s'emparant par force d'un bateau autrichien et tomba héroïquement dans la montagne, après un combat acharné.

Etant le plus grand révolutionnaire, le meilleur poète bulgare et le héros national, il est devenu l'idéal de la jeunesse de toutes les générations postérieures et quoi qu'il ait clairement exprimé la pensée anarchiste dans ses œuvres, tous les politiciens cherchent aujourd'hui à le représenter comme leur.

L'article que nous publions comme un document historique et qui est actuel fut écrit au moment où la Commune éclata. A ce moment, il n'avait que 22 ans (d'ailleurs il est mort à 27 ans).

Pleurs ridicules

PLEUREZ pour Paris, la capitale de la débauche, de la civilisation, l'école de l'espionnage et de l'esclavage; pleurez. philanthropes, pour les palais des terribles vampires, des grands tyrans, pour les monuments de la bêtise, du barbarisme, édifiés sur les têtes guillotinées de tant de Précurseurs, de tant de grands penseurs et

(Suite page 2, col. 2.)

LA VACHE ENRAGÉE

Le prochain déjeuner mensuel de la Vache Enragée aura lieu samedi 3 juin à midi et demi à l'Acropole (porte d'Orléans) sous la présidence du chansonnier M. Herbert.

DOMINIQUE LUCOVICI N'EST PLUS

Le camarade Dominique LUDOVICI est décédé le 21 avril et a été incinéré le 24 avril.

Plein de vie, de foi et d'enthousiasme, Ludovici, malgré ses 66 ans, était un des militants les plus actifs du mouvement en Suisse.

ETUDES ANARCHISTES

Sommaire du numéro 6

1. Révision ? Editorial.
2. Leaders et Auto-organisation. — Fontaine.
3. Syndicalisme vivant. — Parane.
4. La technique de la Distribution socialiste. — Leval.

Abonnements. — France : 5 numéros : 175 francs ; 10 numéros : 350 francs.
— Etranger : 5 numéros : 200 francs ; 10 numéros : 400 francs.
Le numéro : 40 francs.

Versements : C.C.P. 7418-03 Paris, Vincey ,170, rue du Temple, Paris (3e). L'adresse de Vincey n'est valable que pour les versements. Toute la correspondance doit être adressée à R JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris

S. I. A.

SECTION DE PARIS

Le samedi 3 juin, au lieu habituel, se réunira l'Assemblée locale de S. I. A. Tous les compagnons sont priés d'y assister, vu l'intérêt des points à traiter.

LE SECRETAIRE.

COMMUNIQUÉ de la Commission de relations de l'Internationale anarchiste

A tous les groupes éditeurs de journaux, revues, livres, documents divers, nous demandons l'envoi immédiat et gratuit de *deux exemplaires* de tous les textes qui ont été édités et qui s'éditeront par la suite, *en n'importe quelle langue*, aux adresses suivantes : *Fedeli Ugo, 18 Via Grazzano, Carrara (Italie) ; Hem Day, boîte postale 4, Bruxelles (Belgique); Studi Sociali, Casilla de Corréo, 141, Montevideo, R. O. del Uruguay.*

Camarades éditeurs, n'oubliez pas d'effectuer vos envois régulièrement.

C.R.I.A.

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN

Le Mouvement Libertaire Nord-Africain vient de naître. Jusqu'ici les groupes d'Afrique du Nord formaient la 13e Région de la Fédération Anarchiste française.

Les conditions politiques, économiques et sociales particulières à cette région rendaient nécessaire la constitution d'un mouvement particulier.

Le mouvement se propose de lutter :

CONTRE l'exploitation de l'homme par l'homme.

CONTRE le racisme.

CONTRE les menaces et les forces de guerre d'Orient et d'Occident.

CONTRE l'impérialisme quelle que soit sa forme et de quelque nation qu'il émane.

CONTRE le charlatanisme des Partis.

CONTRE la féodalité colonialiste patronale et étatique.

POUR la libération de l'individu.

POUR l'établissement d'une société harmonieuse basée sur la solidarité, l'entr'aide, la coopération, le fédéralisme.

POUR DONNER l'usine aux ouvriers, c'est-à-dire à ceux qui produisent.

POUR DONNER la terre aux paysans, c'est-à-dire à ceux qui la cultivent.

POUR l'égalité économique et raciale en établissant le communisme libertaire.

M.L.N.A., Douklan, 6, rue du Roussillon, Alger (Algérie).

SERVICE DE LIBRAIRIE

ESSAIS - PHILOSOPHIE

Han Ryner : Crépuscule, 120 fr. (150 fr.) ; Dans le Mortier, 120 fr. (150 fr.) ; Amant ou Tyran, 120 fr. (150 fr.) ; Songes Perdus, 120 fr. (150 fr.) ; La Soutane et le Veston, 120 fr. (150 fr.) ; Bouche d'Or, 120 fr. (150 fr.) ; La Tour des Peuples, 280 fr. (310 fr.) ; Les Orgies dans la Montagne, 280 fr. (310 fr.) ; Le Père Diogène, 75 fr. (105 fr.) ; Les Apparitions d'Ahasvérus, 75 fr. (105 fr.) ; Chère Pucelle de France 75 fr. (105 fr.) ; L'Amour Plural, 75 fr. (105 fr.) ; Le Sphinx Rouge, 150 fr. (195 fr.) ; La Vie Eternelle, 60 fr. (90 fr.) ; Déterminisme et Libre Arbitre, 20 fr. (30 fr.) ; Petite Causerie sur la sagesse, 40 fr. (55 fr.). — Maltatuli (en espagnol) : Paginas Selecta, 40 fr (50 fr.). — Max Stirner : L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.).

EDUCATION SEXUELLE NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education Sexuelle, 250 fr (280 fr.). — Dr NAGUIB RIAD : Le Bonheur Intime, 390 fr. (435 fr.). — M. DEVALDES : La Maternité Consciente. 75 fr. (105 fr.). — J.M. LAHY : Du Clan Primitif au Couple Moderne, 75 fr. (105 fr.). — A. LORULOT : L'Education Sexuelle et Amoureuse de la Femme, 150 fr. (180 fr.). — La véritable Education sexuelle, 300 fr. (395 fr.). — Morale sexuelle chrétienne ou libertaire, 25 fr. (35 fr.). — Louis HOBEY : Morale de l'Eglise et morale laïque, 15 fr. (25 fr.).

PEDAGOGIE

S. A. T. : Grammaire espérantiste, 120 fr (150 fr.) — G. GIROUD : Compuis, 240 fr. (310 fr.). — A. JOUENNE : Une Expérience d'Education Nouvelle, 75 fr. (105 fr.). — M. MARTINET : Culture Prolétarienne 200 fr. (230 fr.). — C. ABDULLAH : « Les Oiseaux » Maison d'enfants, 260 fr. (290 fr.). — S. GLODEAU : Une Humanité, une Langue, 30 fr (40 fr.).

ROMANS D'AVANT-GARDE ET DOCUMENTS

A KOESTLER Croisade sans Croix. 200 fr. (230 fr.) . — Un Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.). — La Lie de la Terre, 240 fr (285 fr.). — La Tour d'Ezra, 350 fr. (395 fr.). — Le Bar du Crépuscule, 180 fr. (210 fr.). — A. SERGENT : Je suivis ce mauvais garçon, 100 fr. (140 fr.). — J. BLANC : Confusion de peines, 255 fr. (285 fr.). — Joyeux fais ton fourbi, 255 fr. (285 fr.). — Le Temps des Hommes, 300 fr. (330 fr.). — J. HUMBERT : Sous la Cagoule, 50 fr. 80 fr.). — HAN RYNER : Face au public, 200 fr. (230 fr.). — A. de MALANDER : La Tétralogie de R. Wagner, 250 fr. (295 fr.). — ALBERNY : Les Coupables, 180 fr. (210 fr.). — P. PRIST : Perdus dans le désert, 180 fr. (210 fr.). — A. LORULOT : Fleur de Poisse, 150 fr. (160 fr.). — J. SOUFFRANCE : Le Couvent de Gomorhe, 200 fr. (230 fr.). — R. NIF : Tout un monde : Les Ons 225 fr. (255 fr.). — C. VIRGIL GHEORGHIU : La vingt-cinquième heure, 390 fr. (420 fr.). — UPTON SINCLAIR: Le Christ à Hollywood, 200 fr. (230 fr.). — Hervé BAZIN : Vipère au Poing, 280 fr. (315 fr.). — Ignazio SILONE : Fontamara, 285 fr. (315 fr.). — Jean GIONO : Noé, 315 fr. (385 fr)

DIVERS

A. LORULOT : Sa Majesté l'Amour, 750 fr. (820 fr.).

PHOTOS (cartes postales)

S. FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.). — P. KROPOTKINE, 20 fr. (35 fr.) — C. BERNERI, 25 fr. (40 fr.).

BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

Hem Day : Francisco Ferrer, 30 fr. (40 fr.). — F. Planche : Louise Michel, 150 fr. (180 fr.) ; Kropotkine, 210 fr. (240 fr.) ; Durolle, 150 fr. (180 fr.). — Sainte-Beuve : Vie de Proudhon, 240 fr. (270 fr.). — L. Lecoin : De Prison en prison, 160 fr. (190 fr.). — J. Humbert Sébastien Faure, 180 fr. (210 fr.). — Jules Vallès : L'Enfant, 125 fr. (155 fr.) ; Le Bachelier, 125 fr. (155 fr.) ; L'Insurgé, 125 fr. (155 fr.). — E. Renan : Souvenirs d'enfance, 30 fr. (40 fr.). — G. Delacaze-Duthiers : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.) ; Sous le sceptre d'Anastasie, 250 fr. (280 fr.).

SYNDICALISME

G. Yvetot : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.). — Griffuelhes : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.). F— F.A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — E. Rotot : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 240 fr. (270 fr.). — P. Besnard : L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.) ; Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — XX. : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — J. Rennes : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — Jean Jacques : Vie et mort des Corporations, 125 fr. (155 fr.).

PHYSIQUE - BIOLOGIE SOCIOLOGIE, ETC...

Buchner : Force et Matière, 240 fr. (285 fr.). — Haeckel : Histoire de la Création, 400 fr. (470 fr.). — R. H. Huxley : Du Singe à l'Homme, 180 fr. (210 fr.). — Dr Dodel : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — A. Lorulot : Crimes et Société, 125 fr. (155 fr.). — G. Matisse : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondrons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X^e), C.C.P. 5561-76.

Cette semaine vous lirez avec plaisir

LE SIXIEME EVANGILE
de Raymond ASSO
300 fr. Franco recommandé 355 fr.

En vente au « Libertaire »
C. C. P. R. Joulin 5561-76

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

Le chômeur :

UN HOMME EN MARGE DE LA SOCIÉTÉ

LE spectacle de la richesse côtoyant la misère, du taudis adossé à l'usine ou à la villa ne choque plus personne, le chômeur, cet homme qui mendie du travail ne soulève pas la moindre émotion. Ce cas par sa fréquence même s'inscrit dans les normes sociales au même titre que la production, la circulation monétaire, il s'exprime en chiffres, en statistiques.

Pourtant, à celui qui veut bien faire un retour sur lui-même, le chômeur pose un effrayant problème social : Voilà un homme qui n'a plus de travail. Que faut-il faire ? Immédiatement la réponse jaillit d'elle-même : lui assurer le même niveau d'existence que lorsqu'il travaillait puisque la responsabilité de son oisiveté forcée incombe à la société. Que non, répond-on. On lui accordera une aumône. Juste de quoi l'empêcher de mourir de faim. Autrement dit, la carence de l'organisation sociale est châtiée dans la personne d'un individu qui jamais n'a été convié à jouir pleinement du fruit de son travail, que l'on a exploité sans pitié et que maintenant l'on rejette en marge de la société. Car le chômeur est vraiment en marge de la société. On a plus besoin de lui. Il peut disparaître. Il est même gênant.

Mais voyez, cela n'empêche pas les beaux messieurs de nous parler de « l'union de tous les Français », du respect que l'on doit accorder au travail, de la République une et indivisible. On oublie volontiers les chômeurs et par conséquent tous les travailleurs qui du jour au lendemain peuvent connaître le même sort. Car ils sont, eux aussi, en marge d'une société qui achète leur puissance de travail pour la leur revendre ensuite copieusement majorée de tous les bénéfices et taxes en cascades. Jusqu'au jour où ils sont vieux ou trop nombreux sur le marché du travail. Dès lors les cours baissent absolument comme sur le marché du bétail et la peur d'un chômage prolongé fait plier le plus volontaire. Ainsi s'émousse encore une dignité déjà fort atteinte du fait d'être assimilé à un animal.

Cette organisation de l'esclavage par le jeu de l'offre et de la demande dissimulée sous les plis du drapeau tricolore nous prouve éloquemment que le travailleur n'a absolument rien de commun avec la société capitaliste et étatique dans laquelle on veut à toute force le faire entrer. Il s'y est toujours plus ou moins senti un étranger et c'est ce qui explique sa propension bien souvent intuitive vers les tendances et les élans révolutionnaires. Et le plus grand crime qu'ont commis les Staliniens suivis en cela par tous les réformistes de la F.O. et de la C.F.T.C., a été celui de châtrer la force prolétarienne au profit d'une organisation sociale où le travail des hommes est jeté sur le marché comme une vulgaire marchandise.

Racisme

(Suite de la première page)

Combien de Noirs, de Vietnamiens, ne sont-ils pas victimes d'une exclusive qui leur rend très difficile de trouver emploi et logement ? Combien de Juifs ne sont-ils pas victimes aussi d'un racisme injustifiable ? Et ces faits sont plus nombreux que l'on ne pense généralement et le combat exige un effort constant.

Or, même dans certains groupements qui affichent pourtant un anticolonialisme et un antiracisme effréné, existe un état d'esprit qui révèle une infra-structure psychologique réactionnaire ; qu'un « homme de couleur » demande son adhésion, elle est certes acceptée, mais avec l'indication que l'individu aura à s'occuper exclusivement d'activités anticolonialistes. On lui méconnaît implicitement le droit de s'affranchir des faux jugements, d'être une homme révolutionnaire comme les autres.

A notre avis, le révolutionnaire, d'où qu'il vienne, a cessé d'être Juif, Noir, Vietnamien ou malgache dès qu'il a rejoint l'organisation. Le révolutionnaire est un homme libre. Libre surtout par ce qu'il a conscience de toutes les oppressions et toutes les libertés : le révolutionnaire est à la fois Nègre, Juif, Malgache, manœuvre ou chômeur. La souffrance de tous les opprimés est nôtre, donc leur combat est notre combat.

Et nos camarades le savent bien, qui dans tous les pays manœuvrent contre les racismes colonialistes, xénophobes et nationalistes (1). A nous, en France, de partager leur effort. Guerre au Viet-Nam et brimades en Algérie, en Côte d'Ivoire et à Madagascar et aussi dans la métropole, se poursuivent (2).

Car c'est bien en France que l'Union Sacrée colonialiste des R. P. F., des Maurassiens (3), des Croix de feu (4), du P. R. L., du R. G. R. ainsi que du C. N. P. F. (5) avec l'Eglise et l'Etat se renforce. Nous sommes convaincus que la force du prolétariat est capable de neutraliser cette coalition. Par des actes.

Charles DEVANÇON.

(1) Nous tenons à la disposition de nos lecteurs des publications anarchistes en anglais, allemand, yddish, danois, suédois, hollandais, italien, espagnol, russe, chinois, bulgare, espéranto, etc... Spécifier le pays d'origine de la publication que vous désirez acquérir. Par exemple, pour l'anglais, spécifier : Royaume-Uni, U. S. A., Indes, Australie, etc. pour le yddish, éditions de Paris, Londres, New-York, Tel-Aviv, de même.

(2) Sans compter dans le monde les guerres colonialistes de Birmanie, d'Indonésie et du Kénya britannique.

(3) Leurs nouveaux journaux se nomment « Aspects de la France » et « Contre-Révolution » (voir l'enquête du « Libertaire » en février 1949.)

(4) Organisation recréée par le fils de La Rocque. A l'occasion de l'anniversaire de la mort de La Rocque. Meeting dans l'église N.-D. des Victoires à Paris avec sermon du R. P. Carré et manifestations en province.

(5) Le Mouvement de Rénovation Sociale et Economique Française en est la succursale colonialiste.

CHEZ PECHELBRONN

A plusieurs reprises, notre « Libertaire » a attiré l'attention de ses lecteurs sur l'injustice que représentent les primes hiérarchisées.

Mais il y a mieux que la hiérarchie : c'est la « superhiérarchie ». Un exemple

Le groupe Péchelbronn, société qui bien qu'elle ait doublé ses bénéfices en un an (de 33 millions en 1948 à 72 millions en 1949) refusa de donner les 3.000 fr. a accordé en mars dernier une majoration de salaire à son personnel. Majoration qui a été de 7 % pour les employés et agents de maîtrise et de... 12 % pour les cadres.

Ce mois-ci cette société a « accordé » une nouvelle prime hiérarchisée qui s'élève à 1.3 % du salaire.

Le patronat français voudrait-il, tout comme le dirigisme stalinien, créer une plus grande séparation entre chaque classe de salariés, afin de mieux régner ?

Nos camarades de chez Péchelbronn ne se le demandent plus.

Christian MARQUET.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-2e

Un travailleur = 2.880 calories

Une commission « savante » a fixé ce qui est nécessaire pour alimenter un travailleur. Voilà le premier résultat de la « libération » des salaires et des conventions collectives.

LA semaine passée notre camarade Olive, avec son habituel humour, a parfaitement mis en lumière tout le grotesque qui s'attache au fait de vouloir traduire en chiffres les besoins de l'homme. Mais on ne peut se contenter de rire. Que des individus s'assemblent autour d'un tapis vert et discutent gravement du problème que pose l'élaboration du budget alimentaire des travailleurs et décident d'un nombre de calories strictement déterminé, symbolise très nettement tout le mépris dans lequel ces Messieurs tiennent les travailleurs.

Nous venons d'apprendre en effet que jusqu'à 10 ans, il faut 1.800 calories et 2.880 au-dessus de cet âge. Ainsi en a décidé la Commission des conventions collectives, à qui l'on pourrait demander si ses méthodes de travail ont été inspirées par des agronomes et des éleveurs de porcs.

Car, dès que l'on entend ALIMENTER rationnellement, c'est-à-dire en vue du RENDEMENT maximum, entre des porcs et des hommes, il ne doit pas y avoir — biologiquement — une bien grande différence. Qu'il s'agisse de calories contenues dans de l'orge, du son, des betteraves ou dans du pain, de la viande, du sucre, les modes de calcul doivent être à peu près semblables et tenir compte du poids moyen de l'adulte, de l'adolescent, de l'enfant, des exigences de la croissance, etc...

Irrésistiblement, on est amené à évoquer le marché d'esclaves où le client tâte les muscles de la marchandise et s'assure de la bonne dentition, moralement, il n'y a pas grand-chose de changé depuis ces époques révolues; l'esclave moderne est simplement placé sous la « protection » de l'Etat qui se charge d'imposer à l'utilisateur des normes alimentaires minimum, et si l'on fait abstraction de la liberté encore que relative, dont jouit le travailleur de changer de maître, nous sommes immédiatement placés devant une organisation de la société, n'ayant pas grand-chose à envier à l'actuel empire de Staline.

Certes, les réformistes pourraient nous faire observer que les moyens de calcul utilisés sont imposés par la nécessité de définir le salaire minimum et que cette rationalisation apparamment abusive ne préjuge en rien de la liberté spirituelle et des possibilités ouvertes à chacun d'améliorer ses conditions d'existence et de s'élever dans la hiérarchie sociale. Cette réponse, la seule que l'on pourrait nous faire, confirme avec plus de force encore ce que nous venons de dénoncer. Il importe peu de savoir si quelques-uns pourront s'élever au-dessus des prolétaires, mais il importe seulement de constater qu'il y a des prolétaires, des hommes formant la couche populaire la plus indispensable parce que la seule productrice, qui sont soumis à la fantaisie de calculateurs au même titre que du bétail.

Sans vouloir insister sur le côté bouffon de ces calculs dont le but est de vouloir ignorer l'infinie diversité de goûts et des nécessités alimentaires — impérieuses souvent — des individus, notons que la Commission de Conventions Collectives ne s'est jamais demandé comment on pourrait déterminer le budget culturel du travailleur — achat de livres, d'instruments de musique, frais de spectacle (théâtre : 600 fr. la place), etc. Mais le travailleur n'a pas besoin de se cultiver, il faut *l'alimenter*, il lui faut 2.880 calories correspondant à un chiffre de X... en francs. Et ce chiffre s'appellera le salaire minimum. Et le problème social sera résolu.

Voilà donc où nous ont conduit la « libération » des salaires et les conventions collectives : à un dirigisme où l'absurde le dispute à l'odieux, à un arbitraire qui cherche désespérément à se justifier par des formules pseudo-scientifiques qui aboutissent toutes à allouer à l'ingénieur un budget alimentaire infiniment supérieur à celui du terrassier pour l'excellente raison que si l'on attribue au premier un budget culturel on sera bien forcé d'en faire autant pour le second. Ainsi on n'en attribue ni à l'un ni à l'autre, mais on persiste quand même à vouloir résoudre cette quadrature du cercle que pose la transposition des besoins humains en chiffres !

Et il est renversant de voir que les hommes qui se livrent à ce jeu, qui bien que stupide dévoile leur volonté arrêtée de maintenir la hiérarchie coûte que coûte, osent s'appeler des syndicalistes ! Des défenseurs de la classe ouvrière ! Des démocrates ! Des progressistes !

Pitrerie bien digne de notre époque décadente, les décisions savantes de la commission des conventions collectives se heurteront, nous l'espérons, à une opposition inébranlable des travailleurs que l'on ne peut tout de même pas assimiler aussi ouvertement à des animaux!

E. A.

A bas cette grève

Car il s'agit de celle de ces ineffables frères de classe, qui nous gratifient de leurs coups de matraques aux jours de revendications.

Or si la grève est un droit imprescriptible pour tous ceux à qui est imposé un contrat social auquel ils n'ont pas souscrit ; si la grève est l'arme la plus légitime de tous les exploités, de tous les salariés pliés sous l'ordre et la légalité, elle est un défi pour ceux qui sont les défenseurs de cette légalité et de cet ordre à coups de nerfs de bœuf ou de mitrailleuse.

Quiconque s'en montre partisan est juste bon à en crever (même de faim) et quels que soient les émoluments de ces messieurs, ils sont toujours trop payés pour la triste besogne qu'ils accomplissent.

Rien de commun entre eux et nous, même la grève !

Et nous en avons la preuve.

Car cette grève perlée n'a été pour eux que l'occasion de poursuivre leur rôle malfaisant : après avoir créé des embouteillages par de fausses manœuvres, ils dressaient contravention aux malheureux égarés dans leurs filets.

Non ! rien de commun entre eux et nous, alors même qu'ils emploient nos méthodes (certains de l'impunité, puisque les représailles, ce sont eux qui les dispensent aux révoltés, aux vrais !)

Rien de commun entre les défenseurs d'un ordre qui couche quelques millions d'hommes dans les vingt ans, et ceux qui luttent contre cet ordre, ses gouvernants et ses séides.

Maurice LAISANT.

Lorsqu'il s'agit de laisser au peuple la liberté de faire ce qui lui plaît, vous dites qu'il ne comprend rien ; tandis que, quand il s'agit de lui faire nommer des députés, alors on lui reconnaît toute capacité...

Enrico MALATESTA.

Christo Boteff parle de la Commune

PLEURS RIDICULES

(Suipe de la 3e page)

de poètes, sur les os rongés de tant de martyrs pour le pain quotidien. Pleurez! Les insensés! personne ne peut les consoler, les enragés! personne ne peut les dompter !

Maudissez les communards qui auraient ruine votre capitale et qui sont morts en criant des paroles qui sont pour vous des paroles de bandits : la liberté ou la mort, du pain ou des balles ! Crachez sur leurs cadavres et sur les cadavres de ces victimes de la civilisation, que vous avez embrassées et que vous embrassez encore en la personne de vos femmes, de vos sœurs, de vos mères et que vous traitez aujourd'hui d'adultères enragées, parce qu'elles ont eu la force de prendre les armes et de se sauver du bouge de la débauche ! Jetez de la boue et des pierres sur la tombe de Dombrowsky, puisqu'il n'est pas devenu le valet d'une tête couronnée quelconque, mais — un combattant pour une grande idée, pour un idéal élevé, et avec sa poitrine s'est opposé aux traîtres de la France et aux coupables de tant de désastres pour l'humanité.

Tout le monde a déploré Paris, tout le monde a maudit les communards, et notre pauvre journalisme, lui aussi n'est pas resté en arrière ; il a déploré, lui aussi, tout ce qui est désuet et a maudit tout ce qui est raisonnable. Pleurs ridicules ! Comme si la guerre depuis le temps de Nemrod jusqu'à Napoléon, de Cambyse à Guillaume ne représente pas les mêmes spectacles, le même but et les mêmes moyens. Comme si, Napoléon, au nom de la civilisation et Guillaume, au nom de la Providence de Dieu, n'ont pas fait beaucoup plus de mal au cours du XIXe siècle, que, par exemple, Alexandre de Macédoine par ses campagnes tant de siècles avant notre époque. Mais le barbarisme est là, et les reproches et les malédictions sont là seulement où l'esclave, l'homme dont les paroles et la raison étant restées des appels dans le désert recourt aux extrêmes et lutte à vie et à mort, selon ses moyens qui sont bas puisque insuffisants et ils sont insuffisants, parce que les maîtres les leur ont enlevés. Alors l'homme est appelé bandit, pervers, vil et barbare ! Tels ont été aussi les communards !

Le christianisme eut ses martyrs pour arriver à appeler l'esclave « fils de Dieu, fils de l'homme ». La Révolution, elle aussi les eut pour « transformer le vagabond en citoyen ». Le socialisme, à son tour, les a eus et les aura, ce socialisme qui « veut faire de l'homme quelque chose de plus que fils de Dieu et citoyen — pas un être abstrait, mais un homme réel duquel dépendra la ville et pas le contraire ».

Le christianisme, la Révolution, le socialisme — la monarchie, la constitution, la République — ce sont des faits et des époques historiques ; les pourrait renier seulement celui qui ne reconnaît pas le progrès de l'humanité.

L'école et rien que l'école dit la grand-mère « Macédoine » (1) — sauvera l'Europe de la révolution sociale ; l'école et rien que l'école — répétons nous — la préparera pour cette révolution, mais pas l'école de Zlotouste (Jean-bouche d'or) et de Loyola, de Guillaume et de Napoléon, mais celle de Fourier et de Proudhon, de Cuvier et de Newton — et toutefois une école laïque.

Les communards sont des martyrs; leurs moyens de lutte pour la liberté n'ont pas d'importance, ce qui importe c'est l'idée de cette lutte. « Et la liberté aura ses jésuites » a dit Heine.

Que notre journalisme réserve à présent ses pleurs, comme les réservera aussi le journalisme européen pour déplorer d'autres capitales, d'autres barbarismes et d'autres souffrances, lorsque l'esclave se révoltera et criera à son maître : qui es-tu, roi qui pleure ? — Es-tu homme, femme ou hermaphrodite ? — Une bête féroce ou un poisson ?

Et ce sera là un jour — le premier jour.

Christo BOTEFF.

(1) Un journal de l'époque (note du traducteur).

LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

L'EGLISE CONTRE L'ECOLE

Nombreux sont ceux qui ont exprimé leur stupéfaction à la nouvelle des propositions de la Commission d'Economie. Pour notre part, ce tournant de la politique gouvernementale n'a pas été pour nous surprendre, au contraire : il était facilement prévisible que la présence de M. Bidault du M.R.P. à la Présidence du Conseil aurait des répercussions sur la situation scolaire du projet qui est en dépendance directe de la puissance momentanée de tel ou tel groupe politique. Or les faits confirment ces prévisions. Et à présent nous ne sommes plus seuls à établir un parallèle entre les attaques contre l'école laïque et les manœuvres en faveur de l'enseignement dit libre. A ce propos nous nous permettrons de citer quelques lignes de l'éditorial du 4-5-50 de *l'Ecole Libératrice*, par Henri Aiguepense (1) ne serait-ce que pour préciser certains points :

Non seulement une réduction importante des crédits de l'Education nationale était proposée mais, d'autre part, un appe solennel à la révolte contre la loi était lancé par Mgr Cazaux à tous les « usagers » de l'école confessionnelle.

Cet appel fort clair demandait aux intéressés de différer le paiement de leurs impôts jusqu'à ce que leur débiteur — l'Etat — accepte lui-même de s'acquitter de a dette.

On peut évidemment se demander s'il existe un lien quelconque entre les propositions de la commission nationale des économies et l'initiative de Mgr Cazaux, ou si c'est par pure coïncidence que le budget de l'Education nationale est attaqué au moment même où des subsides sont réclamés pour l'enseignement libre, la demande s'appuyant sur une tentative de chantage un peu plus audacieuse qu'à l'ordinaire.

Sans avoir la prétention d'établir d'une façon indiscutable une relation entre les deux faits, nous sommes convaincus que la présence au sein de la commission nationale des économies de certain préfet d'un département de l'Ouest n'est pas due au seul effet du hasard et qu'elle n'est pas absolument étrangère à cette convergence des attaques contre l'école laïque.

Ce même préfet n'a-t-il pas donné, au cours de ces dernières semaines, toute la mesure de son attachement à une des principales institutions de la République? Si nous en croyons des informations parues dans la presse du 2 mai, il se serait opposé à l'ouverture de l'école publique de la Prévière alors que le ministre de l'Education nationale en avait donné l'ordre à l'inspecteur d'académie.

Pour prendre une telle décision, il était indispensable qu'il fût couvert par une autorité supérieure. Cette autorité ne pouvait être que le président du Conseil lui-même. Les informations dont nous faisons état signalent les contacts par la voie diplomatique entre le gouvernement français et le Vatican au sujet de l'initiative insolite de Mgr Cazaux. Que M. Bidault trouve plus commode de se couvrir de l'autorité du pape pour obliger les catholiques français à respecter la loi, c'est un aspect du problème qui ne nous est certes pas indifférent, mais qui dans des circonstances normales ne serait pas soumis à notre attention.

Nous nous insurgeons surtout contre le fait que des décisions qui s'imposent comme la réouverture de l'école de la Prévière sont différées malgré l'ordre du ministre de l'Education nationale en raison même du rententissement des déclarations de Mgr Cazaux.

L'émotion de M. Aiguepense devant la méconnaissance de l'autorité ministérielle serait valable si Yvon Delbos, ministre de l'Education Nationale n'était radical-socialiste. Et chacun sait qu'il est des accomodements avec le M.R.P. ! Il est de notoriété publique que Charles Barangé, l'assesseur du délégué de Petsche à la Commission des Economies, est une « huile » du M.R.P., en fort bon terme avec un autre membre de la Commission, Joseph Denais (P.R.L.). De plus, il n'est un secret pour personne que le préfet « désobéissant » a pour nom Morin. Quant on sait que cet individu règne à la Préfecture du Maine-et-Loire, département fort rapproché de la Vendée et dont les élus consistent en 3 M. R.P., 1 P.R.L., 1 S.F.I.O. et 1 P.C.F., tout se précise.

Aussi quand M. Aiguepense nous dit « Notre devoir est de soutenir dans toute la mesure de nos moyens l'action que les élus laïques vont mener au Parlement « nous demanderons de qui s'agit-il ? ».

Il serait trop facile de pousser de hauts cris devant la gravité de la situation qui nous est ainsi révélée. Nous ne nous y attarderons pas car nous avons autre chose à faire ; lutter contre les coupables : l'armée (2), l'église et l'Etat (3).

CHARLES.

(1) Secrétaire général du Syndicat National de l'Enseignement (S.N.I.).

(2) Voir « Parole de ministre ». « Libertaire » du 19-5-50.

(3) Voir « l'Education en danger », « Libertaire » du 28-4-50.

Commission Libertaire de l'Enseignement (C.N.F.A.)

REFERENDUM

Appel est fait aux camarades éducateurs, étudiants et parents d'élèves pour répondre à ce référendum et de diffuser dans tous les milieux intéressés :

1re question : Que pensez-vous des projets de réduction sur les crédits de l'Education Nationale ?

2e question : Etes-vous prêts à vous associer à la « Grève des examens » à tous les degrés de l'éducation et à soutenir activement cette action ?

3e question : Quelles autres formes d'action préconisez-vous ?

4e question : Quelle que soit votre position, désirez-vous être tenu au courant des événements par la Commission Libertaire de l'Enseignement (C.N.-F.A.) ?

Adressez les réponses à la Commission Libertaire de l'Enseignement : Le Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris Xe.

Après avoir lu

ce journal

FAITES-LE CIRCULER !

Merci